

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES 1

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA ASBL

DECEMBRE 2008

**APPUYER LES INITIATIVES
ARTISTIQUES ET CULTURELLES**

ISSN : 0773-5510 | COTA asbl 7, rue de la Révolution 1000 Bruxelles | 3€

ECRIT PÉRIODIQUE | AUTORISATION DE FERMETURE 1000 BRUXELLES 1 | 1-1-2340 | IMPRIMÉ A L'ÉTRANGER



121

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES
BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULC'H
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO DE COUVERTURE ADAM HINTON /
PANOS PICT

FORMULES D'ABONNEMENT
ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]
ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]
PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS,
VEUILLEZ CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONÉES BANCAIRES
DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB
IBAN : BE730682 1270 4960
068-2127049-60

POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS
ENVOYER DE CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT
POSTAL INTERNATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE
À COMPTE (FRAIS À VOTRE CHARGE)

COTA ASBL
7 RUE DE LA REVOLUTION
1000 BRUXELLES
BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0]2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0]2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

Le développement pour le développement

Quand il n'en remet pas carrément en cause la nécessité, le monde du développement ne semble s'intéresser à la création artistique que s'il peut lui trouver une utilité dans la lutte contre la pauvreté ou s'il peut lui attribuer une vertu économique ou sociale quelconque, du moment qu'elle soit quantifiable...

Il existe bien sûr une coopération culturelle, mais elle est bien souvent considérée à part de la coopération au développement, qui la toise avec condescendance. Il est vrai qu'on peut se demander si elle ne se cantonne pas trop souvent à de l'événementiel spectaculaire pour être prise au sérieux.

Les fonds de cofinancement s'ouvrent peu à peu à des initiatives artistiques ou culturelles qui prétendent au contraire s'inscrire dans des perspectives durables. Mais alors il faut se soumettre à des règles de gestion et à des attentes de l'administration dont on peut craindre qu'elles dénaturent les actions initiales des opérateurs en quête de ressources.

Nombre d'agences ou d'ONG prétendent par ailleurs soutenir la création mais en réalité elles l'instrumentalisent à des fins de sensibilisation ou de promotion.

L'Art pour l'Art a-t-il une place dans la coopération ?

» sommaire

3 LE PARADIGME DES POLITIQUES CULTURELLES. DES QUESTIONS, DES CHOIX
(M. POPOVITCH)

7 TIRER DES PLANS SUR LA CULTURE?
(L. AMEYE)

12 LE COTA CE TRIMESTRE

13 LA CONTRIBUTION DE LA FILIÈRE DE LA MUSIQUE...
(Y. SALETES)

17 COMMENT FAIRE DU THÉÂTRE SUR UNE ZONE DE CONFLIT? (F. LECOMTE)

21 ENCOURAGER LA CRÉATIVITÉ... (E. FUCHS)

24 FICHE-OUTILS

25 ERADICHER LA PAUVRETÉ PAR LA POÉSIE... (P. VAN PAASCHEN)

27 SUR LE THEME DU TRIMESTRE...

33 FORMATIONS

29 NOUVEAUTES EN BIBLIOTHEQUE

33 ACTUALITES

32 PERIODIQUES



Photo : M. Popovitch
Mudimba

Le paradigme des politiques culturelles. Des questions, des choix

Mirko Popovitch*

Gérer le soutien à l'action culturelle, au Nord comme au Sud, vous positionne toujours face à des dilemmes, à des choix et des prises de position qui ne sont jamais neutres ou apolitiques...

Heureusement, les expressions culturelles et surtout, ceux qui en sont les promoteurs, n'ont jamais attendu les bailleurs de fonds pour exister, pour créer. Mais, pour paraphraser l'adage, si l'argent ne fait pas la Culture, il contribue à son épanouissement.

Comment l'ingérence des aides dans la culture induit-elle l'épanouissement des bénéficiaires indirects ?

Entre les effets pervers de la mondialisation et l'utopie d'une diversité culturelle librement épanouie ; entre la pression des censures politiques ou religieuses (mais aussi de l'autocensure) ; par-delà les enjeux de survie des artistes africains, livrés à eux-mêmes et soumis au bon vouloir des producteurs du Nord, la question de

l'économie culturelle reste une réelle préoccupation.

La nécessité d'autonomiser certains secteurs de la production culturelle africaine passe aussi par l'amélioration de sa gestion. C'est un objectif d'Africalia. Malheureusement, le marché africain, mis à part le domaine de la musique, qui relève d'une bonne dose d'économie informelle, reste tributaire des commanditaires du Nord. Ceux-ci achètent des œuvres pour les musées et les galeries et produisent des films sur des canons occidentalement acceptables...

Pour que les peuples d'Afrique puissent profiter pleinement des œuvres créées par leurs artistes, il sera indispensable dans l'avenir qu'une large part de la production artistique africaine soit réalisée suivant des références de qualité communément admises au Sud comme au Nord et que ces productions soient sollicitées et vendues, pas seulement accessibles (nuance importante !) au plus grand nombre, dans les

deux hémisphères.

De quelles références de qualité s'agit-il ?

Dans le domaine des Arts plastiques, il s'agit, par exemple, de celles induites par de talentueux créateurs qui, de la Biennale de Dakar au Conservatoire de Bamako, en passant par la Fondation Zinzou (Bénin), le réseau VANSA en Afrique du Sud ou les nombreuses galeries d'Art marocaines, etc. nous présentent une multitude d'approches esthétiques engagées, originales et fières des identités dont elles sont les fruits.

Ces références n'ont rien à envier aux esthétiques artificielles que promeuvent des expatriés en mal d'exotisme et n'ont rien à voir avec les goûts falsifiés d'une certaine bourgeoisie africaine, acculturée et peu sensible à la puissance des Zinkpé, Tsimba, Ndary Lo, Abdoulaye Konaté, Souleymane Keïta, Baloji...

Ces références sont aussi diversifiées que peuvent l'être ces productions d'artistes libres et conscients de leur rôle dans la société. C'est un fait : les œuvres d'Art contemporain africain sont des symboles d'interpellation, ce qui les rend indispensables dans l'imagerie du village global.

De quelle culture parlons-nous ?

Pour Africalia, dont le champ d'action se situe sur un continent où des centaines, voire des milliers de cultures se croisent, un premier choix s'est fait : l'asbl entend soutenir les expressions culturelles contemporaines d'Afrique dans une approche de développement humain durable. Dans cette courte phrase, apparaissent en cascades une série de sous-questions et de contradictions : en quoi les expressions de la Culture contemporaine peuvent-elles contribuer au développement humain durable ?

Cela nécessite, par exemple, de s'accrocher aux définitions du développement humain durable tel que celles soutenues dans le cadre des objectifs du millénaire (ODM).

Ainsi, promouvoir la Culture en la subsidiant est un acte éminemment politique, qu'on le veuille ou non. En fonction de leurs propres cahiers de charges, les bailleurs de fonds, même les mieux intentionnés, ne sont jamais que des catalyseurs, voire des aiguilleurs, au pire des censeurs des courants intellectuels, des tensions artistiques, des expressions culturelles des peuples qui sont censés en profiter.

Pourquoi investir dans la culture des moyens de l'aide au développement ?

C'est une évidence, une vérité presque une lapalissade, qui s'est amplifiée depuis les indépendances, depuis Senghor, Amadou Ampaté Ba, Kwame Nkrumah ; une conviction, argumentée par tous, hommes politiques africains et européens, promue par les dirigeants d'ONG, les enseignants : le développement humain durable ne se fera jamais sans approche culturelle.

Le développement durable signifie des changements dans l'esprit des Objectifs du Millénaire (ODM). Sans vouloir débattre de l'ensemble de cette problématique, la question devient, sur le plan culturel : à partir de quand et comment l'aide à la création d'œuvres africaines participe-t-elle au changement de comportement des populations ?

Oublions le temps. La Culture agit sur la durée, l'hypothèse de l'action culturelle est un pari optimiste sur l'humanité, sur sa capacité à appréhender le futur dans un esprit de dialogue et de solidarité des êtres et des peuples.

Pour ce faire, nous misons sur l'imaginaire des artistes, afin d'éveiller chez le plus grand nombre, en Afrique et ailleurs, des émotions, des interrogations, des réactions susceptibles de favoriser l'évolution du Village Global vers un monde plus juste, plus équilibré.

Ce village global est l'enjeu du soutien à l'épanouissement des cultures contemporaines africaines. Comment le monde pourrait-il se développer sans tenir compte des apports

intellectuels et créatifs de ceux qui subliment les identités de 20% de la population mondiale ?

L'accès à l'Art est un Droit humain. Encore faut-il qu'il soit librement exprimé, de qualité, qu'il puisse circuler et être vu par tous. Mais comment vivre d'Art contemporain sur un continent dont 80% de la population est illettrée ou n'a bénéficié que d'un enseignement basique ?

C'est le dilemme entre ce que l'on qualifie vite "d'élitisme" et ce qui est caricaturé sous l'expression "Education populaire". Ces deux approches opposées dans la forme et par le contenu existent et cohabitent un peu partout en Afrique.

Il est courant d'y rencontrer des artistes talentueux instrumentalisés par des ONG, des artisans prolifiques élevés au rang de gloires nationales et des créateurs majeurs délaissés, voire récupérés par des producteurs privés, producteurs de musique et galeristes à la recherche de nouveaux produits exotiques. Ces derniers, bien ou mal intentionnés, exporteront tôt ou tard les œuvres et l'artiste vers des circuits plus valorisants et l'Afrique apportera, non sans conséquences, sa contribution à "la fuite des cerveaux".

L'aide aux artistes contemporains novateurs qui, de manière indirecte mais puissante et symbolique, contribue à la modernisation intellectuelle du monde est une priorité dans l'approche culturelle du développement. La condition étant bien entendu que les créateurs puissent vivre et s'épanouir dans leur pays source.

Faut-il miser sur les Pouvoirs publics ou sur la Société civile ?

Jusqu'il y a peu, pour des raisons objectives, les priorités visaient les besoins primaires des populations (sécurité, santé, éducation). Dans les pays où un ministère de la Culture existait, l'absence de moyens et le peu de crédibilité associée à sa mission rendaient illusoire la perspective de travailler dans ce secteur avec les pouvoirs publics.

Les temps ont changé, des textes de lois sur les politiques culturelles nationales voient le jour et l'économie culturelle est devenue un enjeu (comme au Burkina Faso), la lutte contre la piraterie et la défense des droits d'auteurs s'amorce comme une revendication continentale.

La qualité et l'engagement des ministres africains de la culture sont devenus une réalité dans plusieurs pays et la Déclaration de Paris, qui exprime la nécessité pour les organismes de coopération au développement de s'aligner sur les politiques nationales, devrait renforcer les engagements réciproques des partenaires.

Les promoteurs culturels issus de la société civile, devant le désert institutionnel de leurs Etats en matière de culture, se sont depuis longtemps engouffrés dans la débrouillardise et l'autoformation. Dans les grandes villes, les plus efficaces et les plus éclairés d'entre eux occupent magistralement le terrain de la diffusion culturelle.

Ils y organisent des grandes manifestations qui drainent des foules à l'image des grands festivals européens, le prix d'entrée en moins (ZIFF en Tanzanie, Jazz à Ouaga au Burkina Faso, Hip Hop Award au Sénégal, etc.).

En quoi une association comme Africalia, financée par la coopération au développement belge, peut-elle agir sur le terrain de la culture ?

Face aux tensions que génère la problématique culturelle, face à la précarité des acteurs culturels africains, à l'urgence de démontrer l'impact et l'incidence d'une action culturelle réfléchie dans les régions les plus déshéritées, Africalia s'est engagée dans le cadre d'un contrat programme avec la coopération au développement à activer dans sept pays¹ des dynamiques structurantes (réseaux transnationaux, formations, renforcements associatifs) et à fonctionner suivant des programmes cogérés.

La Culture en Afrique vit une époque historique qui devrait permettre aux artistes de choisir

entre “rester” ou “partir”. Pour ce faire, outre l’augmentation nécessaire des moyens affectés par les Institutions aux programmes culturels, nous souhaitons une véritable harmonisation entre les bailleurs de fonds, une synergie avec les associations culturelles issues des diasporas et qu’enfin soit améliorée la sensibilisation des populations (Nord comme Sud) aux productions

culturelles africaines.

* Directeur d’Africalia (www.africalia.be) .

¹ RDC, Burkina Faso, Kenya, Zimbabwe, Afrique du Sud, Rwanda, Sénégal.

Photo : Nono Katanga





Tirer des plans sur la Culture ?

Luc Ameye*

Photo : Luc Ameye
L'auteur animant l'atelier de planification stratégique

Les responsables du Festival de Folklore et de Percussion (Fesfop) de Louga (Sénégal) et ceux d'Africalia ont mis en œuvre un processus de "form'action" *in situ* visant à renforcer les capacités managériales des partenaires du Sud en matière de planification et de suivi-évaluation.

Africalia concentre ses appuis sur le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de ses partenaires¹. Les manifestations culturelles soutenues auparavant au titre d'événements servent désormais de vecteurs à une professionnalisation des acteurs culturels publics et privés.

Cette réorientation consolide l'ancrage du secteur dans le paysage de la coopération au développement dans une perspective de développement humain durable et de lutte contre la pauvreté et ses causes. Ce processus améliore l'accès du plus grand nombre à la Culture en tant que service social et outil d'éducation permanente valorisant l'identité des peuples et contribue à renforcer indirectement la bonne gouvernance et la démocratie, la création

d'emplois ou encore la génération de revenus dans une perspective pérenne.

Mais si l'opportunité et la pertinence d'un investissement dans le "culturel" pose de moins en moins question, le recours à des approches de planification participative orientées vers les résultats peut susciter des interrogations, voire du scepticisme.

La "capacitation" des acteurs culturels du Sud

Les politiques et stratégies de développement culturel n'échappent pas aux aléas et risques de dérives liés à la planification d'actions se voulant efficaces, efficientes et à effets durables. Les risques encourus sont d'autant plus importants que les multiples partenaires sont généralement d'horizons très différents et dotés de sensibilités, moyens, méthodes et calendriers opératoires rarement harmonisés.

Ceci n'a pas empêché les responsables du Fesfop et d'Africalia de mettre en œuvre une

“form’action” *in situ* visant à constituer progressivement un noyau d’experts locaux en ingénierie de projet tout en élaborant de manière participative un plan stratégique pluriannuelle et en consolidant les partenariats. L’atelier de Louga, réalisé à la demande des partenaires sénégalais et coorganisé et financé par Africalia, s’est déroulé du 28 juillet au 1er août 2008 autour d’un panel d’acteurs sénégalais et de partenaires belges et italiens.

Les participants ont apprécié et préféré l’“étude de cas” à une formation théorique malgré la mobilisation qu’engendre ce type de démarche favorable du reste à une bonne appropriation des outils.

La formation a répondu à une demande et un besoin. Le secteur éprouve en effet des difficultés à inscrire ses actions dans un cadre orienté vers les résultats avec une possibilité d’évaluation objective. Par ailleurs, son sous-financement chronique contraint les opérateurs à se retourner vers la recherche de bailleurs qui imposent désormais des normes internationales standardisées dans la présentation des demandes de fonds.

Selon le Comité d’Aide au Développement (CAD) de l’OCDE, un renforcement des capacités efficace et durable doit être mené de front à l’échelon des personnes, de l’organisation et des politiques. C’est dans cet esprit intégré qu’Africalia appuie notamment la “co-élaboration” de plans stratégiques par ses partenaires du Sud. Ce type d’accompagnement prend deux formes complémentaires : des formations modulaires à distance et d’autres dites “à la carte”. Les premières sont organisées en réseau via Internet avec des regroupements présentiels réguliers par sous-région. Cette formule paraît efficace et efficiente dans la mesure où elle touche simultanément un effectif important de bénéficiaires mais reste toutefois relativement théorique. La seconde, dite “à la carte”, telle que mise en œuvre à Louga, présente l’avantage d’être pratique, ciblée et débouchant sur la formulation d’un programme concret directement exploitable.

Les enjeux de la planification

Comme pour tous les secteurs de la coopération au développement, l’organisation d’ateliers participatifs d’identification ou de formulation permet d’appréhender les questions que tout porteur de projet est censé se poser :

- La demande locale répond-elle à un réel besoin ?
- Qui sont les véritables bénéficiaires, les intervenants locaux et extérieurs ?
- Quelle est la zone géographique concernée ?
- Quelle est la problématique source à résoudre ?
- La stratégie envisagée est-elle pertinente ou contribuera-t-elle réellement à résoudre les problèmes et leurs sources ? Est-elle réalisable ? Quelles sont ses chances de succès ?
- Quelles sont les hypothèses, risques et pré-requis à prendre en compte ?
- Comment prioriser les actions à mener en fonction des moyens, des priorités, du temps disponible, devant l’ampleur des besoins ?
- Quel sera l’impact socioculturel et/ou socioéconomique du programme envisagé ?
- Comment s’assurer de la durabilité des bénéfices attendus ?
- Comment garantir l’appropriation du processus par les bénéficiaires, de la conception à la mise en œuvre ?
- Comment favoriser les synergies et les complémentarités avec les autres acteurs locaux et internationaux ?
- Comment mettre en place un management participatif et un processus de suivi-évaluation favorisant des prises de décision démocratiques ?
- Comment mesurer objectivement l’atteinte des résultats en recourant à des indicateurs fiables ?

La définition participative d’un cadre stratégique renforce *in fine* :

- sa lisibilité interne et externe ;
- la visibilité des parties prenantes ;

- l'accès aux financements ;
- la capitalisation des données et des expériences vécues.

Préparation de l' "atelier"

La phase préparatoire a porté sur une pré-analyse de l'entité et la mise en place des modalités organisationnelles.

La zone géographique visée, la problématique source et les différentes populations concernées ont été définies.

Ces premiers échanges ont permis de récolter et d'analyser toute la documentation disponible. Un sondage a également été réalisé auprès des bénéficiaires.

La définition de l'entité a permis de repreciser les contours du "Fesfop". Si à l'origine le sigle définissait l'événement artistique lougatois, il qualifie désormais une institution de notoriété internationale disposant d'une personnalité juridique, d'un important réseau de bénévoles locaux et de partenaires internationaux répartis dans quatre continents. L'association lougatoise articule son rayonnement autour de son festival annuel dans ses composantes socioculturelles et économiques (lutte traditionnelle, percussions, carnaval, formation, foire artisanale), mais aussi de ses activités permanentes telles que le tourisme solidaire, le village des "Arts", le musée et les stages de percussions ou encore un projet d'arboretum².

L'identification des "concernés", répartis en bénéficiaires et intervenants du Nord et du Sud a permis de constituer la liste des participants à inviter à l'atelier constituant un échantillon des parties prenantes. Y ont finalement été représentés : les responsables du Fesfop et de ses principales commissions, les médias, les pouvoirs publics, les collectivités locales, des partenaires italiens et belges et deux membres actifs d'associations culturelles sénégalaises pressentis pour capitaliser des compétences en management au profit de leurs organisations respectives. Ceux-ci ont été mobilisés pour

assurer, en guise d'apprentissage, des tâches d'animation et de co-modération.

Orientations générales et concepts de base

Ont d'abord été présentés, le cadre général, les partenaires présents, les modalités pratiques d'organisation du séminaire ainsi que les principes et concepts de base d'une aide au développement efficace.

Dans le but d'inscrire d'emblée les réflexions dans une perspective alignée sur les finalités et les enjeux stratégiques et méthodologiques de la coopération au développement, les thèmes suivants ont été abordés : Objectifs du Millénaire, Déclaration de Paris, Loi belge sur la Coopération, Note de politique internationale Wallonie Bruxelles, Normes administratives et financières DGCD, Renforcement des capacités, Assistance technique, Approches programme, budgétaire, sectorielle, etc.

Afin de dissiper d'emblée certaines équivoques récurrentes, les notions suivantes ont sommairement été clarifiées : un problème n'est pas une "absence de solution" ou une "solution cachée", bénéficiaire - intervenants locaux et intervenants extérieurs, offre - demande - besoins, intrants et extrants, réalisations et résultats, synergies et complémentarités, objectifs généraux et objectifs spécifiques, indicateurs et sources de vérification, hypothèses et conditions préalables, suivi et évaluation, efficacité et efficience.

La définition des critères standards d'évaluation a permis d'aborder les enjeux fondamentaux des programmes de développement.

Cette partie introductive générale a contribué à sensibiliser les participants et à harmoniser certains termes et concepts en vigueur. La démarche participative a été favorisée par le recours à la méthode de communication interactive "métaplan"³, l'organisation du travail par binômes et sous-groupes, diverses formes d'autoévaluation permanentes et notamment la signature d'une charte.

Phases d'analyse

Les analyses sont parties de la synthèse du sondage préparatoire effectué et se sont enrichies des productions des participants. Les outils d'analyse ont été inspirés des méthodologies classiques et universellement réputées efficaces telles que : analyse de l'entité, analyse "Forces - Faiblesses Opportunités et Menaces ou SWOT" de l'existant, analyse des "concernés" et des contributions, analyses et "arbres" des problèmes et des solutions, analyses des stratégies.

L'outil "SWOT" a permis de "positiver" les constats et perspectives tandis que l' "arbre à problèmes" a permis d'identifier les sources des dysfonctionnements à résoudre tout en livrant les limites liées à sa verticalité artificielle.

L'analyse des objectifs et ensuite des stratégies ont permis de dégager consensuellement une stratégie commune jugée très ambitieuse mais à la portée des membres du Fesfop et de ses partenaires techniques et/ou financiers.

L'exercice a mis en lumière l'opportunité et la pertinence d'élargir le champ d'intervention à d'autres secteurs tels que le tourisme solidaire ou l'artisanat tout en s'alignant sur la politique sénégalaise de décentralisation.

Phases de planification

Le cadre logique élaboré s'est axé sur la professionnalisation du management général, de l'organisation annuelle du festival et des activités permanentes liées ou émanant du Fesfop en vue de renforcer à terme le pôle de développement socioculturel et économique que représente désormais l'institution pour sa région.

Cette approche a permis aux participants :

- de formuler de véritables résultats dotés d'indicateurs "SMART" (Simples, Mesurables, Accessibles, Réels et Temporellement disponibles);
- d'identifier - résultat par résultat - les

responsables respectifs en déléguant le leadership ;

- de quantifier et de visualiser les activités et ressources nécessaires à l'atteinte de l'objectif et des résultats fixés.

Les résultats ont été déclinés en activités planifiées pour lesquelles les ressources humaines, d'investissement et de fonctionnement ont été répertoriées. Les budgets n'ont pu être abordés en séance mais ont fait l'objet d'échanges épistolaires ultérieurs.

Conclusions et perspectives

Il est sans doute trop tôt pour mesurer l'impact du processus de renforcement initié par Africalia au Sénégal en générale et à Louga en particulier. Les évaluations envisagées dans le cadre de la stratégie élaborée apprécieront les retombées effectives de la démarche en termes de professionnalisation accrue, d'accès à des financements, de coordination et de mutualisation des appuis et surtout d'impact au profit des habitants défavorisés de Louga. Mais certains constats sont d'ores et déjà établis :

- Les acteurs du secteur culturel sont demandeurs, motivés et satisfaits de l'attention qui est désormais réservée à la professionnalisation de leur secteur ;
- Le Fesfop dispose d'un plan stratégique élaboré de manière participative et donc "approprié" qu'il peut exploiter dans le cadre de son management ainsi que dans la perspective de demandes de financement ;
- Les responsables et acteurs culturels lougatois possèdent désormais des compétences renforcées en planification et ingénierie de projet susceptibles de les aider dans leurs activités ;
- Le degré de professionnalisme recherché a également attiré l'attention des protagonistes sur les limites du bénévolat. Si le désintéressement témoigne d'une réelle motivation des acteurs, l'ampleur des tâches à accomplir a rapidement mis en exergue la nécessité d'envisager la sélection, le recrutement ou l'engagement d'un

personnel qualifié permanent ;

- Le séminaire a engendré des attentes quant à l'approfondissement des notions apprises et le processus a rencontré l'adhésion et le soutien d'autres partenaires internationaux du Festival ;
- L'initiative a fait des émules. Un nouvel atelier est déjà programmé en mars 2009 à Dakar au profit d'un réseau d'associations culturelles décidées à structurer leurs visions et stratégies en mutualisant leurs ressources et en renforçant leurs capacités de management. Cette forme de réseautage progressif s'inscrit parmi les modes opératoires préconisés par Africalia.

* Modérateur Formateur indépendant (luc.ameye@skynet.be)

¹ Lire l'article précédent.

² www.fesfop.sn

³ Outil de communication visuelle et d'animation de réunions basé sur l'utilisation de fiches cartonnées servant de support à la formulation des idées à confronter en groupe. (cf. www.anfh.asso.fr/fonctioncadre/cadre/goweb/Cadre_GO_Metaplan.htm).

Photo : Balaji



Le COTA

Le COTA est une association indépendante de solidarité internationale (ONG de droit belge), qui oeuvre au renforcement des capacités d'action, d'analyse et de réflexion des acteurs engagés dans la coopération développement.

L'ONG offre des services d'information, de formation, d'étude, d'appui et de conseil, de mise en relation de personnes et institutions. Les études réalisées sont des évaluations de projets/programmes ainsi que des études thématiques en lien avec des pratiques de coopération/développement.

Ces services sont fournis à travers divers vecteurs : centre de documentation en réseau, site Internet, réunions, animations d'ateliers, interventions dans des formations, rapports d'étude, publications de revue et d'ouvrages...

Le COTA est également engagé dans des activités d'éducation au Développement.

Hormis ses activités récurrentes, durant le trimestre qui vient de s'écouler, le COTA a notamment réalisé les activités suivantes :

• Des travaux de consultance :

- La finalisation d'une mission d'appui à l'auto-évaluation et à la planification stratégique du programme Syfia Grands Lacs de l'agence Syfia International ; mission en RDC, au Burundi et au Rwanda. (Commanditaire : Syfia International).
- La finalisation de l'évaluation finale du projet "Dlo se lavi, un projet de gestion intégrée de l'eau dans la commune de Saut d'Eau, Haïti " mis en œuvre par les ONG Protos, Concern et Comité Protos Haïti, et cofinancé par la CE ; mission en Haïti. (Commanditaire : Protos).
- Le démarrage d'un travail de capitalisation des pratiques d'évaluation en éducation au développement (Commanditaire : Acodev/ Groupe sectoriel Education au Développement - Programme Appui-qualité).
- Le démarrage de l'évaluation du projet européen IDEM/Informer sur le développement et les migrations, coordonné par l'Institut Panos Paris (IPP) et réalisé avec six partenaires (Belgique : Initiatives 21, Espagne : CEIPAZ, France : FORIM, Italie : COSPE, Portugal : CIDAC, Royaume-Uni : Connections for development) - (Commanditaire : IPP).

• Des interventions dans le cadre de cursus de formation ou de séminaires :

- sur 'Les ONG de développement' - (Commanditaire : ICHEC)
- sur 'Gestion du cycle de projet (GCP) et Gestion axée sur les résultats (GAR)' - (Commanditaire : ICHEC)
- sur 'Gestion du cycle de projet (GCP) et Impact' - (Commanditaire : ICHEC)
- sur 'La Gestion axée sur les résultats (GAR)' - (Commanditaire : FCD Solidarité socialiste)

• Participation aux Journées Européennes du Développement à Strasbourg (15 au 17/11) : tenue d'un stand

• Participation à la journée d'étude organisée à Paris par l'AFD, le F3E et Max Havelaar (17/11) sur les méthodes d'évaluation d'impact dans le secteur du commerce équitable, et présentation du travail IRAM-COTA sur l'impact.



La contribution de la filière de la musique au développement des pays africains¹

Yann Salètes*

Photo : Culture et Développement
La scène du Remdoogo

Malgré son potentiel musical considérable, ne bénéficiant pas d'industries culturelles assez structurées pour valoriser son potentiel sur le marché local, régional et international, l'Afrique ne contribue qu'à moins de 1% aux exportations de biens créatifs mondiaux. Pour appuyer la structuration de la filière musicale dans les pays africains, "Culture et développement" a choisi d'accompagner des collectivités africaines dans la mise en œuvre de leur politique de développement de la musique. Cette approche résolument territoriale recherche, à un niveau microéconomique, une meilleure contribution de la musique au développement.

Le secteur de la musique en Afrique souffre en effet de nombreux maux, parmi lesquels la prédominance de l'économie informelle, le déficit de structuration de la filière, l'absence – ou le manque d'application – des cadres juridiques, l'empirisme de l'environnement professionnel, le manque crucial d'infrastructures, l'absence de dispositifs de formation adaptés.

Cet état de fait freine le développement de la carrière des créateurs et bride celui des entre-

prises culturelles. En définitive, c'est un secteur économique à part entière qui ne participe pas à la croissance et au développement comme il le pourrait.

Face à cette situation, musiciens et professionnels de la musique sont confrontés à la faiblesse des politiques publiques qui pourraient créer les conditions techniques, éducatives, économiques et juridiques relevant de leur échelle pour favoriser le développement d'une économie de la musique sur leur territoire.

Les besoins des musiciens

Les musiciens connaissent une situation générale de pénurie qui freine leur professionnalisation : l'insuffisance et la vétusté du matériel et des instruments affectent la qualité des prestations et favorisent le développement du play-back au détriment de la musique live, le manque de matériel de sonorisation ainsi que l'insuffisance de lieux de répétition amoindrissent la qualité des prestations scéniques, l'inaccessibilité des producteurs et des studios d'enregistrement freine l'insertion des projets artistiques sur le

marché, le manque de dispositifs de formation théorique et pratique freine le perfectionnement des pratiques musicales et la professionnalisation des musiciens.

Les besoins des métiers de la musique

L'accompagnement technique, économique, administratif et juridique des musiciens est souvent insuffisant, parfois inexistant. Les métiers liés à la musique (éditeurs, producteurs, distributeurs, managers, tourneurs, techniciens, médias spécialisés...) sont nombreux et divers et leur professionnalisation reste une priorité pour la valorisation économique de la création musicale.

La plupart des professionnels sont autodidactes. De plus, les contraintes économiques empêchent souvent la division du travail nécessaire à une meilleure structuration des activités. En Afrique, souvent, il n'est envisageable de vivre des métiers de la musique qu'à moyen terme, ce qui suppose un investissement financier et humain initial que peu sont capables d'assumer. En outre, le caractère très informel de la filière remet en cause le rôle ou l'utilité de certaines professions. Enfin, beaucoup de professionnels, performants sur le marché local, ne sont pas capables d'intégrer les logiques du marché sous-régional et international.

Les besoins des entreprises culturelles

Les entreprises existantes travaillent souvent dans des conditions qui ne leur permettent pas d'envisager de développement à moyen et long terme. Cette fragilité se caractérise par un défaut d'accès au crédit bancaire et une difficile structuration juridique des activités. Par ailleurs, le manque d'information professionnelle, juridique, économique, commerciale, constitue un frein au développement des activités. Puis, la prédominance de l'économie informelle fragilise la régulation des relations économiques entre les acteurs et l'application de la législation de la culture. Parallèlement, la prolifération de la piraterie constitue un obstacle majeur au développement des marchés locaux. Enfin, le

manque de réseaux et d'organisations professionnelles dans le secteur ralentit la structuration de l'environnement de la filière. La fragilité de ces entreprises concerne ainsi l'ensemble des segments de la filière : création, diffusion, édition, production, distribution.

Le Reemdoogo à Ouagadougou (Burkina Faso)

Pour faire face à ces enjeux au Burkina Faso, Culture et développement a proposé à la Ville de Ouagadougou d'inclure un volet culturel dans sa coopération décentralisée avec la Ville de Grenoble (Rhône-Alpes, France) qui puisse prendre en compte de manière adaptée les besoins de la filière musique. Opérateur des deux villes sur leur partenariat culturel, l'association française a mené différentes études de faisabilité, avant de proposer la construction du Reemdoogo, une infrastructure ressource pour la professionnalisation des métiers de la musique.

Un processus d'accompagnement a été mis en place pour favoriser l'implantation, l'appropriation et le développement de cette infrastructure. Culture et développement a tout d'abord accompagné la Commune de Ouagadougou dans la définition des orientations de sa politique culturelle : étude des besoins et des atouts de l'économie locale de la musique, analyse en termes d'aménagement culturel du territoire, définition des priorités d'intervention.

L'association a parallèlement accompagné le processus de recrutement du porteur de projet, avec qui elle a co-conçu le projet d'établissement pendant plusieurs années. Une concertation poussée avec les représentants de la filière a été menée en ce sens pour susciter l'adhésion au projet et s'assurer qu'il répondrait véritablement aux besoins. Puis, le porteur de projet a été formé dans le cadre de modules de formation professionnelle et de stages d'observation, en France et en Afrique.

Pour la construction proprement dite du Reemdoogo, dont le suivi a été assuré localement par le porteur de projet de la Mairie de

Ouagadougou et à distance par Culture et développement, l'accord passé avec la Mairie de Ouagadougou était le suivant : la Commune construisait (45% du budget total de l'opération) et Culture et développement avait la charge de rechercher les financements complémentaires pour équiper le lieu, former son personnel et assurer l'ingénierie de l'opération.

Depuis son ouverture en novembre 2004, le Reemdoogo joue un rôle de premier plan sur la structuration de la filière économique de la musique et la professionnalisation de son environnement, s'étant donné pour mission d'appuyer l'insertion des projets artistiques dans la filière musicale burkinabè. Sa fonction de lieu de rencontre (bar-restaurant) permet aux réseaux de diffusion et de production de se recouper, et aux informations professionnelles de circuler. Ses trois locaux de répétition entièrement équipés et ses activités d'encadrement des groupes favorisent le développement d'un travail artistique et technique de qualité mieux valorisé sur le marché. Ses activités d'initiation à la scène, de diffusion et de promotion (scène 500 places) favorisent l'émergence de nouveaux projets artistiques et leur valorisation économique.

Le Reemdoogo répond aussi au problème général de pénurie de matériel au Burkina Faso en mettant à disposition de tous des instruments de qualité, et en développant un service de maintenance du matériel et de vente de pièces détachées. Enfin, son centre de ressources documentaires et les modules de formation qu'il propose – notamment à destination des musiciens en voie de professionnalisation et des managers – lui permettent de contribuer à la professionnalisation des métiers de la musique.

Cette infrastructure représente un bel exemple de projet de coopération pour le développement culturel : elle a mobilisé en majorité des ressources financières, techniques et humaines locales, elle a consisté en un transfert et une appropriation de savoir-faire et d'innovation, elle a recherché à la fois à combler des besoins non satisfaits et à identifier des niches de rentabilité pour assurer sa pérennité, et elle s'est constituée en un

outil de travail utile à une meilleure professionnalisation des professionnels de la musique et au développement de leurs activités.

Le projet Nzassa à Abidjan (Côte d'Ivoire)

Culture et développement vient parallèlement en appui à la Commune de Treichville (qui fait partie du District d'Abidjan) pour l'aider à concevoir et à mettre en œuvre sa politique culturelle. La Mairie de Treichville, séduite par le modèle du Reemdoogo de Ouagadougou, souhaite en effet mettre en place sur son territoire une infrastructure ressource pour les musiciens, danseurs et métiers du spectacle vivant. Les premières études de faisabilité menées par Culture et développement ont cependant vite fait apparaître que la principale faiblesse de la filière du spectacle vivant à Abidjan était celle des entreprises culturelles, qu'elles évoluent dans le secteur économique formel ou informel. Au-delà des composantes présentes au sein du Reemdoogo, le projet d'infrastructure s'est donc orienté vers l'appui à ces entreprises.

L'infrastructure, qui sera implantée à Treichville, nommée le "Nzassa", comportera ainsi une Pépinière d'entreprises culturelles. L'idée est de proposer différents services aux entrepreneurs pour les aider à consolider et à développer leurs projets économiques : mettre à leur disposition un lieu et des outils de travail, leur donner accès à un réseau professionnel, leur proposer des modules de formation professionnelle, concevoir des programmes de coaching personnalisé de leurs activités, et mettre à leur disposition de l'information professionnelle. L'objectif est de mobiliser différents partenaires autour de ces actions d'appui aux entreprises culturelles. Ainsi, - aux côtés de la Mairie de Treichville et du ministère de la Culture - la Chambre de Commerce et d'Industrie, le ministère du Plan, le ministère de l'Economie et des Finances, et différents bailleurs de fonds ont été sollicités pour soutenir techniquement ou financièrement le projet.

Pour préfigurer la mise en place de la Pépinière d'entreprises culturelles à Treichville-Abid-

jan, deux études seront réalisées au préalable : premièrement une étude de faisabilité (sur les contraintes, besoins, et potentialités des entreprises), deuxièmement un recensement des entreprises de la filière musique sur le territoire. Puis, les partenaires locaux formeront un comité de pilotage qui organisera des actions de concertation, de coordination, de suivi et d'évaluation du projet. Culture et développement coordonne actuellement un programme de formation individualisé pour le porteur de projet qui comporte des volets en France, au Canada, et au Burkina Faso.

Au terme de ce processus, un centre de ressources sera mis en place pour mettre à disposition des entrepreneurs l'information professionnelle dont ils ont besoin. Parallèlement, un incubateur d'entreprises sera mis en place : des entrepreneurs sélectionnés au préalable bénéficieront d'un hébergement de leurs activités au sein de la Pépinière, de la mise à disposition de moyens et d'outils de travail, et d'un programme de coaching de leurs activités mobilisant des experts locaux. Puis, des ateliers de formation des entrepreneurs culturels seront organisés, au cours desquels ces derniers pourront acquérir les connaissances et les savoir-faire dont ils manquent. Pour l'ensemble de ces actions, un apport en formation, en expertise, en coaching, en ingénierie de projet, en matériel et en coordination sera amené par l'ensemble des partenaires du projet, locaux ou internationaux.

L'intérêt de ce projet réside principalement dans le fait qu'il propose un décloisonnement des activités culturelles qui, bien qu'ayant une composante économique, ne bénéficient pas d'un soutien adapté à cette dimension. L'objectif est donc de susciter des liens plus étroits entre le secteur de l'appui aux entreprises et celui de la culture par la mise en place d'un cadre de synergie des initiatives. Les partenaires du projet attendent ainsi qu'il participe à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenu, à la structuration progressive de l'économie informelle de l'économie du spectacle vivant, à la création de nouvelles entreprises, et au renforcement des entreprises existantes.

La musique facteur de développement

Facteur de croissance économique, de création d'emplois, de rayonnement du territoire, d'ouverture interculturelle, d'affirmation des processus identitaires, de dynamisation des groupes sociaux, de diversité culturelle, la musique contribue au développement.

Cependant, la filière de la musique a besoin pour cela que ses enjeux soient pris en compte par les politiques publiques, par les programmes de coopération, et par la sphère économique en général. C'est en effet par la conjonction et la synergie des initiatives de tous ces acteurs que cette filière pourra véritablement se structurer : synergie entre les politiques des collectivités locales et les politiques nationales des ministères de la Culture, partenariats publics/privés, décloisonnement du secteur culture, et meilleure compréhension des enjeux culturels dans l'élaboration des programmes de coopération décentralisée, bilatérale ou multilatérale.

L'enjeu est de taille. Car si l'on sait aujourd'hui qu'aucun facteur exclusif ne détermine le développement, on sait aussi que tous les domaines du développement sont toujours tributaires de la culture.

* Délégué Général Adjoint de Culture et développement (www.culture-developpement.asso.fr)

¹ Une version plus longue de cet article est disponible sur le site du COTA dans la rubrique consacrée à la revue, section "Articles complémentaires"



Comment faire du théâtre
sur une zone de conflit ?
Vous découvrez que
tous les êtres humains
sont comme vous,
tout simplement

*Frédérique Lecomte**

Photo : Marie-Josée Gahutu
Représentation

“Indirimbo Ababi N’Abeza - La Chanson des Gentils-Méchants” est le titre du dernier spectacle écrit et mis en scène par l’auteur au Burundi en mai dernier. Le projet était de faire se rencontrer, au travers d’un atelier de Théâtre & Réconciliation, des tortionnaires repentis et des victimes de torture...

Théâtre & Réconciliation (T&R)¹ est une asbl qui, depuis 20 ans, crée des spectacles avec des acteurs issus des communautés vulnérables : populations dans les zones de conflits, individus marginalisés, diasporas, détenus, victimes de tortures, de violences sexuelles, demandeurs d’asile. L’objectif de l’association est de susciter des changements dans et entre les individus.

Elle utilise le théâtre comme instrument de réconciliation. Le dispositif de travail et de représentation offre un cadre de confiance, le jeu théâtral fait reculer les méfiances réciproques. Il donne la parole à ceux qui en sont privés. Il permet de comprendre l’autre, de partager, d’apaiser. Il désenchaîne les esprits, apaise les peurs et panse les blessures. Il accompagne la reconstruction des consciences et des identités.

La méthode T&R s’appuie sur des créations en atelier avec des acteurs “non entraînés” qui partagent l’histoire de leur vie, leurs conflits, leurs blessures et leurs joies.

Le théâtre n’a peur ni des émotions, ni du conflit, ni de l’imaginaire, il s’en nourrit...

La démarche menée au Burundi visait en même temps la réhabilitation des victimes de torture par la réalisation d’un travail théâtral commun et la réalisation d’un spectacle, de qualité et en langue locale, abordant la problématique de la torture².

Il s’agissait d’un travail d’improvisation basé sur des questions posées aux acteurs, questions auxquelles ils devaient répondre en construisant une image extérieure à soi, avec des morceaux de soi, de l’expérience de soi, de l’histoire de soi. Le vécu et la personnalité de l’acteur sont la matière brute de la création.

Les ateliers s’articulaient autour de trois étapes principales :

- dans un premier temps, les victimes de torture et les tortionnaires travaillaient séparément (les uns sont progressivement introduits dans l'imaginaire des autres) ;
- les groupes ont été ensuite rassemblés quand ils se sont sentis prêts et ont manifesté leur accord ;
- ensemble, ils ont dû apprendre à écouter l'autre et à lever les non-dits.

Le torturé

Je voudrais que tu me dises
 Pourquoi quand je te suppliais tu ne m'écou-
 tais pas
 Je voudrais que tu me dises
 Pourquoi quand je te suppliais, tu continuais
 à me faire mal
 Pourquoi tu étais insensible à mes cris
 Pourquoi tu étais insensible à mes larmes
 Quel cœur tu as eu de m'humilier ainsi
 D'où te venait ce cœur de haine
 Où tu allais trouver ces mots injurieux qui
 sortaient de ta bouche

Dis-moi le bénéfice que tu en as tiré
 Le bâton a cassé mes os mais pas mon
 âme
 J'espère que le bâton a cassé mes os mais
 pas ton âme.

Les deux groupes antagonistes d'acteurs étaient ainsi amenés à dire tout haut ce qu'en général ils pensaient tout bas. Ils ont pu livrer leurs peurs, leurs soupçons, leur méfiances réciproques, exposer leurs contradictions, leurs divergences ainsi que leurs colères et essayé de dénouer les nœuds qui les lient.

Une telle "confrontation" n'était possible que par le théâtre car celui-ci peut tout se permettre, y compris l'impossible. La tension sociale s'est muée en tension théâtrale.

Le théâtre met de l'ordre dans le désordre

Il articule une relation symbolique à l'histoire individuelle ou collective. Il invente une autre scène que le réel, une autre règle de jeu, sans entrer dans l'excès d'obscénité.

Le théâtre a pour instrument le conflit, il est le lieu de l'expression du conflit et parfois de sa résolution, mais surtout du "dépliage" de ce conflit.

Tout se passe comme si l'art donnait les règles symboliques de base sur lesquelles se construira par la suite la relation commune. Il permet également de parler de sujets quasiment tabous dans le chef des deux parties : la torture, le viol, les crimes commis à l'encontre des Tutsis ou des Hutus. Le théâtre a pu mettre des mots où d'ordinaire ne figuraient que des rumeurs et des soupçons.

C'est comme si on désamorçait la bombe

Le théâtre peut rejeter la détermination conventionnelle du bien et du mal dans le conflit en faveur d'une démarche plus créative qui cherche à concilier des besoins et des intérêts différents et à trouver des solutions intégratives.

Dans le cas qui nous occupe, il a permis aux acteurs de comprendre que les notions de préjudice et de responsabilité étaient plus complexes que la simple détermination du bien et du mal. Les ateliers amènent le dialogue direct. Les conflits "confisqués" par les avocats, les procureurs et les fonctionnaires de la justice, reviennent dans la bouche et dans les mains des parties en conflits. Le travail théâtral sur la mémoire, une fois le spectacle rendu public, permet à la vérité exprimée de devenir un moyen de guérison et de dissuasion.

Le tortionnaire

Quand je vais torturer une personne, j'y vais avec un cœur pourri.

Je le torture pour des fautes que je crois qu'il a commises.

Ce sont parfois des fautes imaginaires mais ne le sais pas.

Je le torture pour obtenir des informations
Je le torture parce qu'on m'a payé pour le faire

Je le torture parce qu'on m'en a donné l'ordre

Je le torture pour qu'il me soit soumis.

Je torture pour qu'on me craigne

Mon cœur de haine a été façonné par les coups que j'ai moi-même endurés

Mon cœur de haine je l'ai eu parce qu'on m'a appris la haine

Cela ne me fait rien parce que je me venge de tout ce que j'ai subi moi-même

Cela ne me fait rien, mon cœur est devenu dur

Après, quand je vais dormir, ça me travaille le cœur.

Je vois les images

Je vois son visage.

Je vois le sang.

Quand on torture le corps de l'autre est déjà mort.

Il n'est plus vivant à mes yeux.

Tout est permis puisqu'on ment

En effet, dire la vérité est un préalable à la réconciliation. Cela permet aux personnes de voir le passé en termes de souffrances partagées. La vérité derrière un masque de théâtre est-elle la "vérité vraie", est-elle moins vraie que la vraie ?

On joue la vraie ou on fait comme si c'était vrai.

L'acteur et le spectateur peuvent l'entendre et l'évoquer sans risque.

La vérité entendue de part et d'autre est plus vraie que les rumeurs murmurées dans chaque groupe, elle est plus vraie que celle qu'aurait fait ressortir un travail de sondage et d'enquête.

Le théâtre permet de promouvoir et de reconstruire le contexte social par l'expression créative, le récit des souffrances et leur divulgation publique.

Le travail théâtral a été un facilitateur, il a soutenu les initiatives locales dans une relation directe avec les populations vulnérables, renforçant leurs capacités réconciliatrices et changeant les mentalités.

La réconciliation se joue à deux niveaux : celui de l'acteur qui se réconcilie avec son histoire qu'il livre au travers des jeux. Celui du public, qui se réconcilie avec l'autre qu'il reçoit dans son histoire sans les préjugés et les stigmatisations. La vision des spectateurs aussi est transformée lorsqu'ils regardent ces scènes pleinement assumées par les acteurs, qu'ils entendent clamer haut et fort des sentiments qui restent enfouis en eux, qu'ils voient des ennemis se côtoyer. Dans le meilleur des cas, ils acceptent la souffrance de la partie adverse et si la catharsis a lieu, ils peuvent même s'identifier à la souffrance de l'autre.

Pas un théâtre de sensibilisation

Le travail de T&R est différent d'un théâtre de sensibilisation tel que celui qu'on peut souvent trouver dans nombre d'initiative d'ONG ; le spectacle n'est pas un outil de sensibilisation, il n'est pas centré sur le message à délivrer, mais il délivre des interrogations.

Aucune certitude n'est proférée. Il ne fait jamais partie d'un discours monolithique, ce n'est pas une information. Il s'agit d'ébranler les convictions et non de rassurer.

C'est l'aspect esthétique, le jeu des acteurs, la vérité dans leur interprétation et dans leur dis-

cours, leur maladresse, leur sensibilité, leur capacité à fournir un frisson qui sert de ressorts.

Un levier de "Vérité et Réconciliation" ?

Les vérités ont été dites et entendues de part et d'autre. Cela n'aura-t-il été qu'un rêve (Indoto, comme on dit en kirundi) ? Au fil des ateliers, des témoignages sont récoltés qui en disent peu et à la fois beaucoup...

Jean-Claude, soldat de l'armée rebelle : «Je me suis dit, en voyant le spectacle, que quelque chose changeait au Burundi. Ouvrir cette bouche et crier fort est le signe de cette évolution

Espérance, victime de violence sexuelle, Congo : "Maintenant, depuis l'atelier, je comprends que je ne suis pas la seule à avoir des problèmes,


que les problèmes sont faits pour les humains". Melchiade, détenu, Burundi : "Nous sommes les graines d'un arbre qu'il faudrait planter partout". Bosco, rapatrié, Burundi : "Précédemment, je les soupçonnais, maintenant je les vois autrement. Je comprends. On peut reconstruire ensemble". Ibrahima, demandeur d'asile, Belgique : "Maintenant, j'ai confiance. Je sais que je pourrai toujours trouver une solution. Il suffira que je me dise : "pense au théâtre."

* Directrice de Théâtre & Réconciliation, auteur et metteur en scène et initiatrice de la méthode, elle crée des spectacles professionnels avec des acteurs issus de communautés vulnérables : populations dans des zones de conflits ou post-conflits, marginalisés, détenus, victimes de tortures, toxicomanes, patients en milieu thérapeutique etc.

¹ www.reconciliation.be

² La vidéo du spectacle peut être visionnée sur : www.youmake.tv/users/poeteplanetaire/watch?id=10704&p=1





Encourager la créativité comme ressource de développement

*Elisa Fuchs**

Photo : Lidija Antonovic / PCS
Danseurs participant au projet de formation itinérante (NOMAD), soutenu par le PCS

Le travail de coopération dans le domaine de la Culture demande de la flexibilité et de l'ouverture : il faut de l'espace pour la créativité, l'imprévisible, l'incalculable. En même temps, la collaboration avec des artistes et des organisations culturelles exige une définition claire des conditions, un accompagnement sérieux de la réalisation des projets, une évaluation des résultats et des effets afin de progresser. Contradiction ? Pas forcément...

Comme Helen G. Gould et Mary Marsh l'ont constaté dans leur guide¹, la Culture reste "invisible" dans la coopération internationale. En effet, elle ne figure que marginalement dans les documents stratégiques, il y a peu de recherche et de réflexion sur la culture dans le développement. Si des projets artistiques sont appuyés, ils ne sont souvent pas suivis de façon systématique, ni leurs effets et leur impact évalués.

Or, la Culture est un facteur signifiant et quelquefois décisif dans le travail de coopération : d'une part, sur le plan du contexte culturel dans lequel s'insèrent programmes et projets de coo-

pération² ; d'autre part, sur celui des projets artistiques qui peuvent contribuer, par exemple, au dialogue interculturel, à l'intégration de jeunes, à la communication en milieu rural...

Ainsi, une pièce de théâtre sur la violence domestique, jouée dans des villages burkinabé, suscite des rires et des discussions, est probablement une des mesures les plus efficaces pour remédier à ce problème. La collaboration de jeunes danseurs et chorégraphes de différents pays ex-yougoslaves dans un projet de danse présenté dans toute la région est un signe fort pour un rapprochement entre les pays.

Eviter l'instrumentalisation

L'objectif visé par les organisations de coopération n'est pas de soutenir l'Art pour l'Art. On espère que les projets artistiques auront des effets sociaux et contribueront à atteindre les buts de la coopération. Si l'Art peut être un moyen puissant pour amorcer ou dynamiser des processus sociaux, il faut éviter de l'instrumentaliser.

Les contes africains auxquels on ajoute une "morale" explicite arrachent à peine un sourire aux villageois. Au contraire, la valorisation de la tradition orale par un soutien qui lui procure de nouveaux lieux d'expression peut lui donner des impulsions nouvelles. En effet, les conteurs et conteuses ont toujours, par le choix de l'histoire, l'adaptation de l'intrigue ou des allusions, provoqué la réflexion sur des questions sociales, mais cela de façon indirecte. "Comprend qui veut" et c'est cela qui en fait tout le charme.

De même, on peut "commander" des pièces de théâtre ou des œuvres artistiques sur un sujet, mais il faut de l'espace et de la liberté pour la création, sinon on risque de produire des pièces "construites" et didactiques qui n'arrivent pas à toucher le public.

Le principal apport de projets artistiques dans les efforts de coopération est de susciter la discussion sur des problèmes inexprimés, de générer de nouvelles idées, de proposer des solutions innovatrices. Le plus grand potentiel se trouve dans le fait que l'Art est en avant, il explore des terrains inconnus et projette des images et des pensées qui sortent des chemins battus. Là où il est provocateur, il contribue le plus à la dynamique nécessaire pour tout processus de développement social. La coopération internationale a donc intérêt à soutenir ce potentiel, plutôt que d'utiliser la Culture pour illustrer des messages à transmettre.

Comment choisir les projets artistiques à soutenir ?

Il y a différentes approches possibles. Par exemple, celle d'appuyer ponctuellement des petits projets réalisés par des artistes et des organisations artistiques dans le but de donner la chance à de jeunes artistes de s'exprimer et de contribuer ainsi à une vie culturelle vivante et diversifiée. Là, il convient de définir clairement les critères d'éligibilité et d'exclusion (ex : veut-on ou non accepter des projets pour des enfants, des projets réalisés par des organisations gouvernementales ou religieuses ?). Cependant, la valeur artistique, l'intérêt que le projet peut avoir

pour le public, le sérieux de l'organisation qui applique – en somme, les critères qualitatifs – seront mieux pris en compte si le comité qui "juge" les projets inclut des personnalités de la vie culturelle locale.

Une autre approche consiste à entrer dans un partenariat à moyen terme avec des organisations culturelles dans le but de renforcer leurs capacités comme acteurs culturels et sociaux dans le pays ou la région en question.

Le Programme Culturel Suisse dans les Balkans occidentaux

Le Programme Culturel Suisse Europe du Sud-Est et Ukraine (PCS) a opté pour cette seconde démarche. A partir de 2008, ce programme est devenu le "Programme Culturel Suisse dans les Balkans occidentaux" et s'est concentré sur cinq pays dans une approche régionale (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Serbie). Le PCS est réalisé par Pro Helvetia, la fondation culturelle suisse, sur mandat de la Direction du Développement et de la Coopération du ministère des Affaires étrangères suisse (DDC).

Parallèlement à de multiples petites actions, le PCS a par exemple abouti à l'établissement d'un label de production de CD en Bosnie-Herzégovine, à l'introduction de programmes internationaux de résidence d'artistes dans des centres culturels roumains, à la mise en place d'une formation pratique pour photographes en Albanie ou à différents projets contribuant au développement culturel de villes.

De telles réalisations, programmées sur trois ans, ne se limitent pas à de l'appui d'activités artistiques, mais visent l'établissement ou le renforcement de structures et de plateformes considérées comme des catalyseurs de la vie culturelle. Cela implique de fixer des exigences hautes quant au choix des projets et des partenaires à associer.

De même l'accompagnement doit être sérieusement entrepris.

Un haut degré d'exigence

Le choix des projets et des partenaires repose de préférence sur une analyse des nécessités et des potentiels spécifiques du pays. Les organisations partenaires doivent avoir un bon ancrage dans leur ville ou région, être reconnues dans leur domaine artistique et, surtout, être motivées pour une collaboration ouverte.

Un élément crucial pour la durabilité est le soutien par des structures de l'Etat, au niveau national ou municipal – au moins pour ce qui concerne les infrastructures.

Si le projet compte générer une grande partie de ses revenus par des entrées, des frais de participation et/ou des produits vendus, une étude du marché préalable s'impose.

L'expérience montre que les organisations culturelles sont toujours trop optimistes quant aux possibilités de générer des revenus ou en ce qui concerne leurs capacités d'organisation et de gestion. Cet optimisme, joint au talent d'improvisation et au dévouement personnel, est en même temps une force des organisations qui, souvent, survivent dans des conditions difficiles.

Mais dans le cadre de la planification d'un projet il est important de définir des objectifs clairs et atteignables. Il n'est probablement pas réaliste qu'une organisation culturelle gère à la fois un centre culturel (dont le programme s'adresse à la fois aux adultes et aux jeunes), édite des livres et publie des CD. Elle aura plus de succès en se concentrant sur le domaine où elle dispose vraiment des capacités et des ressources nécessaires et où, par son offre, elle satisfait un vrai besoin du public.

Négocier les objectifs

Même si les objectifs sont définis d'un commun accord, les attentes sont quelquefois divergentes. Ainsi, une organisation partenaire bulgare a établi un centre d'art contemporain dans un ancien bain turc mis à disposition par la municipalité ; elle préférerait profiter des trois ans de financement que lui garantissait la coopération

pour réaliser le plus d'expositions intéressantes possible plutôt que d'investir des ressources dans la formation continue de l'équipe, les relations publiques et la recherche de fonds pour assurer l'avenir du centre – ce que le PCS demandait expressément...

Des divergences conduisent souvent à des discussions passionnantes au cours desquelles les deux parties apprennent à connaître de nouvelles façons de voir et précisent leurs attentes – et les modifient parfois.

L'accompagnement

Un projet de coopération avec une organisation culturelle est un processus – plus encore sans doute qu'avec une ONG travaillant dans un autre domaine. Pour exploiter le potentiel de la coopération, un accompagnement régulier doit être clairement défini. Il doit être exigeant tout en étant ouvert à la discussion et laissant de l'espace pour la créativité.

L'organisation de coopération peut apporter des méthodes de planification et d'évaluation, des outils pour une gestion financière simple et transparente. Elle posera les questions importantes pour assurer que le projet mette à profit, de la meilleure façon possible, l'appui financier temporaire qui lui est accordé pour développer ses capacités et son rayonnement d'acteur artistique.

“Vous nous avez stressé parfois avec toutes vos questions”, nous a confié un partenaire au cours de l'évaluation finale, mais avec le temps, ces questions se seraient posées à nous de toute façon. Ainsi, finalement, nous n'avons pas perdu de temps, mais plutôt réussi à trouver des raccourcis.”

* Dr. ès Lettres, experte indépendante en Culture et Coopération (www.fuchs-cc.ch), elle a notamment été chercheuse à l'Institut pour le développement de l'éducation à Maputo (Mozambique). Elle a dirigé le département de coopération internationale de l'ONG suisse HEKS/EPER. De 2003 à 2008 elle était responsable du Programme culturel suisse en Europe du Sud-Est et Ukraine réalisé par Pro Helvetia sur mandat du département de coopération suisse, DDC (www.scp-ba.net).

¹ Helen G. Gould, Mary Marsh: Culture: Hidden Development, London 2004.

² Seule une approche sensible au contexte culturel et qui permet aux “bénéficiaires” de participer activement au processus, prenant en considération leurs valeurs, formes de communication et expériences sera, à la longue, couronnée de succès.

Fiche-outils

LA TECHNIQUE DU CHANGEMENT LE PLUS SIGNIFICATIF¹

Il s'agit d'une approche de suivi-évaluation participative et qualitative, basée sur des témoignages récoltés auprès de différents acteurs.

Elle se fonde sur des "histoires significatives de changements", changements que des personnes connaissent en raison du projet. Parmi ces histoires, des groupes, à différents niveaux de la hiérarchie du projet, choisissent les plus significatives et argumentent leur choix.

Ces histoires s'appuient sur des données simples et vérifiables et permettent une représentation concrète de la réalité sans qu'il soit nécessaire de mettre en place des outils complexes ou des données sophistiquées.

Cette méthode d'évaluation alternative cherche à mettre en évidence les particularités et les divergences de points de vue plutôt qu'à synthétiser les informations. Elle peut être utilisée comme une alternative à la formulation d'indicateurs, ou de manière complémentaire.

Elle suppose des interactions structurées entre les parties prenantes et repose, non pas sur des indicateurs de progrès prédéfinis, mais bien sur des "histoires de terrain" pour "donner un sens à partir de la réalité pratique et des effets qui s'ensuivent". Elle permet également aux bénéficiaires, y compris les plus vulnérables, de se faire entendre et encourage un apprentissage collectif.

L'approche se décompose généralement en neuf étapes :

- Définition des domaines de changement
- Décision sur la période de compte rendu (la fréquence)
- Collecte des histoires
- Sélection des histoires les plus significatives
- Rétroaction des résultats du processus de sélection
- Vérification des histoires
- Quantification
- Suivi du système (Qui y a participé ? Comment les différents types de changements ont été consignés ?, Dans quelle mesure, l'application du MSC a-t-elle des effets sur le fonctionne-

ment du projet et son soutien financier?)

- Révision du système (Des changements peuvent intervenir, sur base de "leçons apprises", dans la fréquence des comptes rendus, dans les structures des réunions appelées à sélectionner les histoires les plus significatives, etc).

Avantages

Cette méthode est une manière efficace d'identifier des changements inattendus. Elle permet de prendre conscience de certains résultats non prédéterminés.

La technique peut être employée dans différents contextes culturels.

Elle offre une meilleure compréhension du vécu des participants au projet ainsi qu'un partage d'expériences à travers l'identification des changements significatifs.

Elle permet de mettre en évidence différentes interprétations de la réalité.

La récolte permanente de témoignages permet aussi de rester en adéquation avec la réalité au cours du développement du projet.

Limites

La méthode est encore peu expérimentée à l'heure actuelle. Elle nécessite un temps significatif.

Un risque existe aussi que l'on se concentre sur les témoignages positifs à l'exclusion des autres. On ne peut ignorer une certaine subjectivité des choix.

Le traitement de l'information peut se révéler malaisé. La méthode suppose une relation de confiance entre enquêteur et enquêté en raison de l'aspect parfois privé des informations. L'aspect novateur de la méthode ne certifie pas que tous les bailleurs acceptent cette pratique.

¹ Une fiche plus complète est disponible sur le site du COTA, à la rubrique Etudes-recherches, section "Gestion du Cycle du Projet", fiche n°9.



Photo : Hivos

Eradiquer la pauvreté par la poésie. Les objectifs du Millénaire et la culture

*Paul van Paaschen**

En 2005, Hivos organisait une manifestation intitulée “Au-delà de la diversité. Vers un 9ème objectif du Millénaire”¹ qui célébrait le 10ème anniversaire du “Hivos Culture Fund” (HCF), créé en 1995.

La question centrale de la réunion était de savoir s’il était souhaitable de fixer un 9ème ODM qui accorde une plus grande priorité aux dimensions culturelles de la coopération au développement.

Le thème “Culture et Développement” est pris en compte par l’aide officielle, mais une fraction négligeable des dépenses y est consacrée. Peu de bailleurs, comme ceux que la Scandinavie ou les Pays-Bas, leur consacrent une politique ou un budget spécifique.

Lier coopération, Culture et Arts

L’attention portée à la production culturelle et aux infrastructures culturelles est récente. Longtemps, elle est restée l’apanage de l’UNESCO qui disposait de faibles moyens financiers.

Elle inaugure en 1988 la “Décennie pour le développement culturel” qui avait pour vocation de promouvoir l’impératif culturel et d’encourager un nouvel état d’esprit qui favorise l’émergence de propositions dévouées à “une diversité qui unit, une créativité qui rassemble et une solidarité qui libère”². Ce discours peut sembler naïf, mais à l’époque - le Rideau de Fer était intact et le terme “globalisation” pas encore courant -, un groupe de penseurs influents de l’UNESCO tentaient d’ériger des ponts entre les culturelles et politiques des nations de la planète.

La “Décennie” a eu peu d’impact. Les ODM ont été énoncés depuis sans un mot se rapportant à la culture. Seuls les aspects mesurables du développement humain sont pris en compte.

L’UNESCO est cependant parvenue en 2005 à faire adopter la Convention pour la diversité culturelle³. Celle-ci inscrit le soutien aux Arts et aux expressions culturelles dans l’agenda global. Des dispositifs spéciaux sont prévus pour

les pays en développement, comme le Fonds global pour les Arts et la Culture.

Inspirée par la Convention, la Commission européenne a plus récemment développé une nouvelle politique en matière de Culture et Développement⁴. Celle-ci marque une avancée majeure dans la mesure où désormais, les acteurs et activités culturels sont enfin reconnus comme des catalyseurs de changement et de mobilisation de la société civile.

Un risque de dérive

Mais une pensée se généralise qui conçoit les Arts comme une panacée contre la pauvreté économique. Le terme "industries culturelles" apparaît dans les politiques et les notes d'orientations des bailleurs, décrites comme des moteurs de l'économie créative et des sources d'emploi potentielles.

Quand les agences s'y intéressent, elles appréhendent leurs qualités de relations publiques. Le cinéma et le théâtre sont perçus comme des outils de communication ; leur valeur artistique intrinsèque n'est pas ou peu prise en compte.

Les productions et échanges culturels ont une valeur économique, mais ne plus les concevoir qu'en fonction de cela risque d'aboutir à la création d'un secteur culturel socialement n'est ni équitable ni durable. C'est pour cette raison que la liberté d'expression artistique est protégée par la Déclaration Universelle des Droits humains.

Vers un 9ème ODM culturel non instrumentalisé ?

L'exemple du soutien accordé par Hivos depuis 10 ans au festival de poésie de Medellin (Colombie) apporte des éléments de réponse⁵. C'est un événement unique qui implique une grande diversité de poètes en provenance du monde entier.

Créé en 1991 pour protester contre la violence qui sévissait dans le pays du fait des conflits liés au trafic de drogue et des affrontements entre

l'armée gouvernementale et la guérilla, c'était un événement informel ne réunissant qu'une poignée d'auditeurs, dans un jardin public. Il attire à présent plus de 200 000 personnes dans les parcs, les bibliothèques, les écoles, les hôpitaux et même les prisons. Sa préparation change totalement le visage de la ville. Elle crée une atmosphère de liberté, de curiosité, d'ébahissement et d'excitation qui fait forte impression sur l'esprit des spectateurs.

Sa première vocation n'est pas économique (le festival est gratuit). Aucun message de développement n'est communiqué. Ce n'est qu'une manifestation du désir de paix. La détermination des organisateurs du festival à mobiliser l'aide internationale de poètes contre la dureté des positions du gouvernement a fini par lui conférer une certaine influence politique.

Mais ce que le festival apporte surtout, c'est de l'espoir pour la paix, la tolérance, la diversité culturelle et la dignité. Pendant deux semaines par an, un espace social différent est aménagé dans lequel les jeunes surtout participent.

En 2006, le Right Livelihood Award⁶ est attribué aux organisateurs. Cela a fragilisé le festival. Il est devenu plus difficile d'obtenir le soutien que le gouvernement accordait jusque là généreusement.

La Culture exerce un impact sur la société. Quand le 9ème ODM reconnaîtra son rôle, respectera la liberté d'expression artistique et sera ouvert à la coopération culturelle, ce sera un instrument crucial pour la coopération au développement, qui rendra peut-être même plus efficace le travail accompli à la poursuite des 8 autres Objectifs.

* Gestionnaire de Programme "Arts & Culture", Hivos. (p.van.paaschen@hivos.nl) (www.hivos.nl).

¹ "Beyond diversity. Moving towards MDG no. 9."

² Courrier de l'UNESCO, Nov, 1988 by Federico Mayor Zaragoza

³ http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=11281&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

⁴ http://ec.europa.eu/development/policies/9interventionareas/humandev/humandevculture_en.cfm

⁵ www.festivaldepoesiadedemedellin.org

⁶ www.rightlivelihood.org

Sur le thème du trimestre...

Recherches sur le thème du trimestre

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin). Les autres documents peuvent être commandés en librairie ou via l'éditeur.

Les références :

>> Les cultures de l'humanité : le développement est une question de culture

Michel Malherbe
L'Harmattan, Paris, 2008, 333 p.
Disponible au centre de documentation de l'Unicef

>> Théâtre et développement économique en Afrique

Jean-Pierre Guingane
Université de Ougadougou, 14 p.
Cote Cota : 160-GUI-t

>> Towards Cultural Citizenship : Tools for Cultural Policy and Development

Colin Mercer
The Bank of Sweden Tercentenary Foundation, Stockholm, 2002, 195 p.
Cote Cota : 130-MER-t

>> La culture au cœur du changement : rôle de la culture dans le développement économique et social. Enseignements du Programme culturel suisse

Charles Landry

DDC, Suisse, 2006, 54 p.
Cote Cota : 130-LAN-c

>> Creative Economy Report 2008

UNDP, 2008, 332 p.
Cote Cota : 130-UND-c

>> The Cultural Diversity Programming Lens Toolkit

UNESCO, Thailand, 2008, 30 p.
Cote Cota : 130-UNE-c
Référence Internet : <http://www.unescobkk.org/index.php?id=2513>

>> Strengthening Local Creative Industries and Developing Cultural Capacity for Poverty Alleviation

Burama K. Sagnia
International network for cultural diversity, 2005, 51 p.
Cote Cota : 130-SAG-s

>> Culture et développement durable (dossier)

In : Liaison Energie-Francophonie, n°68, 2005, 98 p.
Cote Cota : 130-LIA-c

>> Art et transformation des conflits : théâtre et justice au Burundi

Béatrice Pouligny
CNRS, Paris, 2007, 77 p.
Cote Cota : 160-POU-a

>> La coopération culturelle (dossier)

In : Hémisphères, n°26, septembre-novembre 2004, p. 1-5
Cote Cota : S110.h

>> La culture et le développement

local

OCDE, Paris, 2005, 213 p.
Cote Cota : 130-OCD-c

>> Culture and Development : Cases from Latin America

Ulrike Ebeling, Beate Wörner
GTZ, Eschborn, 2007, 151 p.
Cote Cota : 130-EBE-c

>> Support for Major Performing arts Organisations : Preliminary Report on Definitions and Issues

Trish Ludgate, Christopher Madden
IFACCA, 2007, 13 p.
Cote Cota : 130-LUD-s

>> Culture and Development : Celebrating Diversity, Achieving Equity

Kevin Charles Kettle
SEAMEO-SPAFA, Bangkok, 2006, 221 p.
Cote Cota : 130-KET-c

>> Assistance to Arts and Culture Festivals

Péter Inkei
IFACCA, Sydney, 2005, 33 p.
Cote Cota : 130-INK-a

>> Globalization : Culture and Education in the New Millennium

Marcelo M. Suarez-Orozco, Désiré Baolian Qin-Hilliard
Berkley, USA, 2004, 275 p.
Cote Cota : 170-SUA-g

>> From Indicators to Governance to the Mainstream : Tools for Cultural Policy and Citizenship

Colin Mercer
Nottindham Trent University, UK, 2003, 14 p.

Cote Cota : 130-MER-f

>> La place et le rôle des œuvres d'art dans le développement africain : cas du Congo-Brazzaville

Louis Kouéna Mabika
CERAPE, 10 p.

Cote Cota : 130-KOU-p

>> Cultura y desarrollo : la cooperación cultura-comunicación en Iberoamérica

Enrique Bustamante (dir. De publication)

Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, 343 p.

Cote Cota : 130-BUS-c

Les principales ressources Internet :

www.artscollaboratory.org

www.artfactories.net

www.culturlink.hr

www.culturematters.ch

www.imagineafrica.org

www.ifacca.org

http://ocpa.irmo.hr

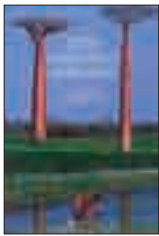
www.powerofculture.nl

www.stromme.org



Nouveautés en bibliothèque

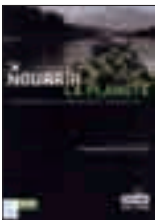
Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande bibliotheque@cota.be). Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation. Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.



>> Défis agricoles africains

Jean-Claude Devèze
Karthala, Paris, 2008, 414 p.
Cote Cota : 401.1-DEV-d

Comment faire de l'Afrique un futur géant agricole ? Tel pourrait être le sous-titre de cet ouvrage centré sur le devenir des agricultures subsahariennes et leur rôle dans le développement du sous-continent.



>> Nourrir la planète : comprendre la souveraineté alimentaire

Stéphane Desgain / Oumou Zé
Editions Luc Pire, 2008, 125 p.
Cote Cota : 115-DES-n

La solution moderne - des paysans peu nombreux mais très productifs - n'en est pas une, nous explique Marcel Mazoyer dans le texte qui ouvre le livre. Parce que, quand bien même la production serait au rendez-vous, les paysans chassés de leurs terres auraient toutes les chances de mourir de faim, privés qu'ils seraient de tout revenu.



>> L'empire du traumatisme : enquête sur la condition de victime

Didier Fassin / Richard Rechtman
Flammarion, Nogent-sur-Marne, 2007, 453 p.
Cote Cota : 110-FAS-e

Grâce au traumatisme, les victimes trouvent une reconnaissance sociale, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Ce livre relate ce renversement en liant deux histoires. L'une, intellectuelle, qui va des travaux de Charcot, Janet et Freud à l'invention de l'état de stress post-traumatique aux États-Unis et à sa difficile adoption en France. L'autre, morale, qui fait succéder à un siècle de suspicion à l'égard des blessures psychiques une ère de réhabilitation et, avec elle, l'émergence d'une nouvelle subjectivité politique : celle de la victime.



>> Le droit au travail : un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales

Melik Özden
CETIM, Genève, 2008, 64 p.
Cote Cota : 110-OZD-d

Le travail est essentiel pour chaque personne dans l'organisation de la société actuelle. Il contribue non seulement à la formation des individus, mais il est nécessaire également à tout un chacun pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, nouer et maintenir des liens sociaux et remplir ses devoirs envers la société.



>> Learning Endogenous Development : Building on Bio-Cultural Diversity

Compas Magazine, Leusden, 2007, 248 p.
Cote Cota : 110-COM-l

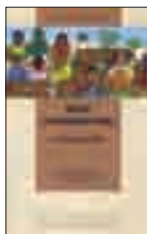
Le développement endogène met l'importance majeure du travail avec les communautés locales sur l'aide aux personnes ressources et prend en compte non seulement l'aspect matériel, mais aussi socio-culturel et spirituel des personnes ressources, afin d'élargir les options appropriées lors de l'élaboration des actions de développement.



>> Financer le développement : l'introuvable consensus

Arnaud Zacharie / Martha Ruiz
Editions Luc Pire, 2008, 135 p.
Cote Cota : 110-ZAC-f

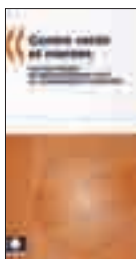
Ecrit par des spécialistes d'organisations non gouvernementales de développement, le livre conteste le système actuel, mais sans hargne, et les arguments sont mis sur la table pour nourrir le débat. Une bonne introduction critique et pédagogique.



>> Manuel de l'animateur urbain : les bases du métier

Emilie Barrau
GRETE, France, 2008, 184 p.
Cote Cota : 171.2-BAR-m

Ce Manuel de l'animateur urbain réalisé à partir de l'expérience du PMRU, propose des points de repère théoriques et pratiques aux animateurs. Il s'adresse à tous les animateurs de terrain en charge d'accompagner des dynamiques de développement participatif. Il permet de clarifier des concepts, présente des méthodes et offre une panoplie d'outils pour agir avec les habitants dans les quartiers.



>> Contre vents et marées : les politiques de développement face au changement climatique

Shardul Agrawala
OCDE, 2005, 173 p.
Cote Cota : 120.1-AGR-c

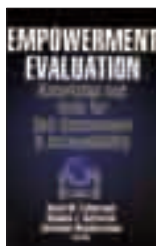
Le changement climatique constitue un grave problème pour le développement économique et social. Inversement, la forme que revêt le développement n'est pas sans conséquences sur le changement climatique et sur la vulnérabilité des sociétés à ses répercussions.



>> Dans les cuisines de Bombay : travail au féminin et nouvelles sociabilités en Inde aujourd'hui

Alexandra Quien
Karthala, Paris, 2007, 314 p.
Cote Cota : 118-QUI-d

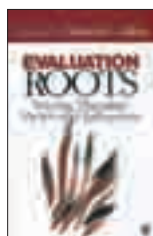
En quelques années, notre perception de l'Inde est passée d'une caricature à l'autre : des mendiants et des enfants affamés aux ingénieurs et aux nouveaux milliardaires. Ce livre sort de ces clichés. Il aborde l'Inde urbaine dans son quotidien ordinaire, en s'intéressant à ce qui constitue la majorité des Indiens : le monde des gens de condition modeste et de la petite bourgeoisie.



>> Empowerment Evaluation : Knowledge and Tools for Self-Assessment and Accountability

David M. Fetterman / Shakeh J. Kaftarian / Abraham Wandersman
Sage Publications, Londres, 1996, 411 p.
Cote Cota : 116-FET-e

Empowerment Evaluation est d'un intérêt particulier pour les étudiants et les professionnels de l'évaluation, des méthodes de recherche, de l'éducation, de la sociologie, de la psychologie, du marketing, de la gestion, de la santé publique et de la toxicomanie. Ce livre donne au lecteur les outils et l'assistance technique nécessaires à la conduite d'une évaluation.



>> Evaluation Roots : Tracing Theorists' Views and Influences

Marvin C. Alkin
Sage Publications, Londres, 2004, 424 p.
Cote Cota : 116-ALK-e

Ce livre est destiné aux étudiants des cycles supérieurs dans le domaine de l'éducation, la psychologie, la sociologie, la gestion, les politiques publiques et de la santé publique. Il sera également utile aux évaluateurs qui sont à la recherche d'éclaircissements sur les différences entre les approches théoriques de l'évaluation et comment elles sont mises au point.

Périodiques

>> Pas de développement sans émancipation des femmes

CADTM

Les autres voix de la planète, n°10, 4ème trimestre 2008

Ce dossier nous fait replonger dans les fondements du féminisme, ses caractéristiques, ses conquêtes, ses faiblesses. Pour récupérer nos repères, pour partir sur des bases qui ont fait leurs preuves au cours du siècle passé, pour passer le flambeau aux jeunes femmes et obtenir de nouvelles victoires ou, tout du moins, la consolidation de nos acquis au commencement de ce nouveau siècle.

>> Politiques agricoles : affaires publiques ou privées ?

SOS Faim

Défis Sud, n°85, octobre-novembre 2008

Partout, règne la perplexité face aux promesses de l'agrobusiness. Les voix s'élèvent parmi les paysans et les paysannes du monde entier, pour une réelle prise en compte des agricultures familiales et de véritables régulations publiques, nationales et internationales, des agricultures.

>> Don't Look Down : Can a New Nepal Bridge the Gap Between Conflict and Cooperation ?

DFID

Development, n°43, 2008

Travailler au Népal implique de toujours prendre en compte la prévention de la violence de manière prioritaire et d'investir sur le long terme dans le renforcement de l'Etat et dans la construction de la paix.

LES ECHOS DU COTA EN LIGNE

[HTTP://WWW.COTA.BE](http://www.cota.be)

Sur le site du COTA, une rubrique réservée à la revue vous permet de:

- télécharger d'anciens n° et des articles supplémentaires en version Pdf,
- commander une version électronique de tous les numéros et articles parus,
- consulter la table des matières complète de la revue,
- remplir ou nous faire parvenir une demande d'abonnement,
- nous adresser vos remarques et suggestions.

Cette rubrique n'est pas une version numérique de la revue, mais une interface destinée à faciliter les échanges avec le lecteur et à l'associer davantage à notre travail. C'est un outil précieux pour mieux vous connaître. Visitez-le. Utilisez-le.



Formations

>> IRAM-COTA

• **3 février - 4 février 2009 :** Suivre un projet de développement, démarches, dispositifs, indicateurs (Module 1.2)

• **17 - 19 mars 2009 :** Le suivi-évaluation d'un processus de renforcement des capacités avec un partenaire"

Informations sur le site internet du F3E (www.f3e.asso.fr (<http://www.f3e.asso.fr>) à l'adresse directe <http://f3e.asso.fr/spip.php?article54>

>> IFAID Aquitaine

• **Du 19 janvier au 23 janvier 2009 : Gérer et évaluer le projet**

Objectifs : Assimiler la démarche évaluative, savoir quels éléments doivent être gérés et connaître les outils de cette

gestion, comprendre l'importance de la communication autour du projet, savoir adapter le management du projet en vue de son autonomisation

- **Du 2 février au 5 février 2009 : Accompagner le renforcement des organisations de développement**

Objectifs : Connaître les associations et les organisations de la Société Civile, être capable de réaliser un diagnostic organisationnel, être capable de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer un processus de renforcement des capacités d'une organisation

Contact : IFAID Aquitaine, 17 cours des Aubiers, 33300 BORDEAUX, Tél : 05 56 50 08 67 - Fax : 05 56 39 60 34, Email : formation@ifaid.org - www.ifaid.org

>> Aide au Développement International a.s.b.l.

• **14 février 2009 :**

- participation de la population locale dans les projets ;

- présentation d'une méthodologie (Phast) ;

- les étapes du projet.

• **28 mars 2009**

- structuration du projet ;

- présentation d'une méthode basée sur la planification par objectifs (cadre logique) ;

- exemples d'appels à projets ;

- comment assurer la viabilité du projet ;

Informations : ADI, Rue Louise Derache, 10, 4020 Liège, N° d'identification de l'asbl : 6344/98, N° Compte de l'association : 000 - 0394751 - 58, info@asbl-adi.org, Tel : 00 32 (0)81.20.16.14.

Actualités

Vient de paraître :

>> L'AFD lance la plateforme de blogs Solidaires du monde

Cette plateforme propose aux internautes francophones de partager leurs expériences et leurs points de vue sur la solidarité internationale, en créant un blog ou tout simplement en commentant les articles des blogueurs.

Avantages : la possibilité de dialoguer avec des acteurs de terrain, l'accès à des récits de missions et de voyages, la par-

ticipation à une communauté d'internautes investis dans des projets de développement ou tout simplement intéressés par la solidarité internationale.

www.solidairesdumonde.org

>> 16-17 mars 2009,

Bruxelles

Colloque Démocratie et violences à l'heure de la Globalisation. La Colombie, exception ou condition de l'ordre politique mondial ?

Organisation : Groupe de Recherches Interdisciplinaires sur

l'Amérique Latine (GRIAL)- Université Nationale de Colombie.

Informations : 1 place des Doyens, 1348 Loivain-la-Neuve, Belgique, tel : +32 10 47 33 68, fax : +32 10 47 28 05, grial@uclouvain.be, www.ulcouvain.be/grial

>> le GRAD vous propose divers ouvrages qui donnent la parole aux Femmes d'Afrique

- Awa, Joséphine, Salimata et les autres... des femmes africaines en mouvement
Geneviève Joly

Une production GRAD-ROPPA (Livre - CD)

Dans les villages d'Afrique de l'Ouest, les femmes s'organisent et s'épaulent entre elles. En fédérant leurs divers groupements, elles étendent leur influence au sein du mouvement paysan et font pression sur les gouvernements. Construit à partir de leurs propres paroles, ce livre décrit leurs situations quotidiennes et les défis qu'elles relèvent, depuis leur famille jusqu'à l'OMC !

Fiches Techniques de Paysannes Africaines

Recueil d'expériences concrètes et de recettes. Réaliser une teinture traditionnelle Bogolan : plus besoin d'aller au Mali ! Faire des confitures de mangue ou d'ananas loin des faubourgs de Cotonou : c'est possible ! (Livret, 102 p)

Femmes et familles

Expériences sur la place des femmes et la vie des familles dans le monde rural ouest-africain. (4 CD sonores)

3 DVD tournées par des femmes :

- Femmes d'Angola : un rêve de paix. Des femmes en situation de conflit en Angola.
- La destinée (Burkina Faso). La place des femmes dans la société africaine.
- Femmes et hommes en milieu rural camerounais. Les relations si controversées avec les hommes.

Informations : GRAD 228 rue du Manet 74130 BONNEVILLE, Tél. 04.50.97.08.85 - Fax 04.50.25.69.81, ou par mail : grad.fr@grad-france.org. Cf. www.grad-france.org

>> Annoncer la Couleur propose un nouveau jeu pédagogique : "Fifty-fifty pour le Langar ? "

Le Langar est un pays imaginaire en voie de développement qui fait face à de nombreux problèmes économiques, politiques et sociaux. Déterminés à redresser la situation du pays, les Languais vont coopérer avec différents partenaires et, ensemble, tenter d'améliorer le bien être de la population en rassemblant les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires. Fifty-fifty met en évidence des valeurs telles que la coopération, le partenariat et l'équité, mais pousse aussi les joueurs à réfléchir au-delà des évidences. Car la réalité est bien souvent plus complexe que ce que nous pensons et un tas de facteurs extérieurs (cartes chance et malchance) peuvent influencer le bon déroulement du projet. Annoncer la Couleur et Kleur Bekennen ont développé ensemble "Fifty-fifty pour le Langar " pour faire découvrir aux élèves de l'enseignement secondaire général et technique, 2ème et 3ème degrés, la coopération au développement aujourd'hui. Dans ce jeu éducatif, différents partenaires ont un rôle à jouer : ONG, coopération bilatérale et multilatérale, partenaires locaux,... ce qui permet aux jeunes de se familiariser non seulement avec les acteurs mais aussi avec les thèmes de la coopération au développement.

Informations : <http://www.annoncerlacouleur.be/nouvelles.php>

>> Choisir notre avenir

Health and Environment Alliance (HEAL) et le **Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF)** publient une bande dessinée en anglais et en français sur produits chimiques et santé. Le livre intitulé «Choisir notre Avenir» est gratuitement disponible en pdf. Des exemplaires en format papier seront disponibles auprès du MDRGF prochainement, nous vous en informerons.

La Bande Dessinée met en scène, avec humour, le danger, maintenant prouvé scientifiquement, que fait courir à la santé humaine l'utilisation généralisée de certaines substances chimiques.

Le dessinateur français de BD, David Ratte, a créé des histoires mettant en perspective nos inquiétudes relatives aux problèmes de santé (cancers, retards de développement du cerveau, asthme, allergies, déficiences immunitaires et baisse de la fertilité masculine) que peuvent poser la présence de substances chimiques dans notre corps.

http://www.choosingourfuture.eu/FR/F_home.html

LES THÈMES QUE NOUS SOUHAITONS TRAITER DANS LES PROCHAINS NUMÉROS SONT LES SUIVANTS* :

- N° 122 [MARS 2009]: LES ACTEURS BELGES DE LA COOPERATION
- N° 123 [JUIN 2009]: GASTRONOMIE & SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Si vous avez des articles à proposer en relation avec ces thématiques ou bien des thématiques à suggérer, n'hésitez pas à nous le faire savoir dans les meilleurs délais. Ils trouveront certainement une place dans nos pages ou sur le site.

Courriel : stephane.boulch@cota.be

Télécopie : + 32 2 223 14 95

Téléphone : + 32 2 250 38 36 ou 218 18 96

Veillez à nous contacter suffisamment à l'avance afin que nous puissions avoir le temps de discuter de votre projet, d'examiner comment l'insérer dans notre planning (au plus tard au début du mois qui précède celui de la parution : ainsi, par exemple, pour un numéro prévu pour la fin mars, ce serait début février. Passé ce délai, nous ne pourrions plus les accepter ou alors seulement pour notre site Internet).

♦ CRITÈRES DE SÉLECTION DES ARTICLES

Les articles doivent traiter d'une des thématiques planifiées et cadrer avec l'opinion que notre rédaction aura souhaité privilégier d'un commun accord avec nos partenaires et autres contributeurs ou les lecteurs qui se seront manifestés.

La revue étant un support d'échanges de propositions et d'alternatives, les articles sont sélectionnés en vertu de leur aptitude à susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer une discussion, influencer des projets de développement.

Si les versions finales ne nous parviennent pas dans les délais convenus avec le responsable de la rédaction, l'article ne sera pas publié dans la revue.

♦ FORMAT DES ARTICLES

- 10 000 caractères maximum (sauf convention avec la rédaction)
- sous format électronique (courrier électronique ou disquette) (les fax et courriers sont admis si le contributeur n'a vraiment pas le choix)
- en format Microsoft Word
- sans mise en forme automatique (juste du gras pour les titres, chapeaux et inter-titres)
- Chaque article doit débiter, après le titre, par un chapeau en gras très bref qui résume ses intentions.
- Les notes doivent être indiquées manuellement et renvoyer en fin de texte
- Format Times New Roman, taille 12, simple interligne, justifié.

♦ RÉTRIBUTIONS

Chaque auteur dont le texte sera accepté sera rétribué sous la forme d'un versement de 50€ et d'un abonnement gracieux d'un an à la revue.

♦ DROITS

- La rédaction se réserve le droit de refuser de publier un texte si celui-ci ne correspond pas aux critères convenus entre elle et l'auteur ou si les délais de livraison ne sont pas respectés. L'auteur ne sera alors pas rétribué.

- L'auteur continuera naturellement à pouvoir disposer de son texte pour toute autre allocution et publication. Il devra toutefois s'engager à en référer au COTA et à signaler les références de la première parution dans les ECHOS.

- A moins que les parties en conviennent autrement, l'auteur concède le droit au COTA d'utiliser son texte comme bon lui semblera. Il va de soi que le COTA veillera à toujours mentionner l'auteur original et les références initiales de son texte.

♦ PUBLICATIONS SUR LE SITE

A la demande du COTA et si l'auteur y consent, un article refusé pourra éventuellement être publié sur le site en format Pdf dans la section dossiers thématiques. L'auteur ne sera alors pas rétribué financièrement mais pourra bénéficier d'un abonnement gratuit d'un an.

** Les sujets peuvent encore changer ou leur traitement reporté en fonction des activités du COTA, des suggestions des auteurs et lecteurs...*

